



**Financer la transition
vers des économies vertes
inclusives en Afrique**
Impératifs, possibilités
et moyens d'action

Cinquante-sixième session de la Commission
économique pour l'Afrique Conférence des
ministres africains des finances, de la planification
et du développement économique

Manifestation parallèle

organisée par la Division du développement du secteur privé et des finances et la Division de la technologie, des changements climatiques et de la gestion des ressources naturelles

Favoriser les investissements dans les ressources énergétiques propres en Afrique pour transformer le continent et réaliser les ambitions climatiques mondiales

CONTEXTE

L'Afrique a les moyens d'être à l'avant-garde de la croissance verte et des solutions climatiques, compte tenu notamment de l'abondance de ses sources d'énergie propre et de ses ressources minérales de base. Environ 3 000 milliards de dollars sont nécessaires pour la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national ambitieuses que les États africains ont soumises dans le cadre de l'Accord de Paris, ce qui représente une opportunité exceptionnelle d'investir dans des projets d'énergie propre. Selon la Commission économique pour l'Afrique, pour remédier efficacement au manque chronique d'accès à l'énergie sur le continent, il faut investir un montant d'environ 500 milliards de dollars d'ici 2030 dans le seul secteur de l'électricité, et 2 000 milliards de dollars supplémentaires à l'horizon 2050. En ce qui concerne la transition énergétique mondiale et la réalisation de l'objectif « zéro émission nette », l'Afrique peut tirer parti de la Zone de libre-échange continentale africaine pour stimuler la production de précurseurs de batteries électriques en République démocratique du Congo, à des coûts et à des taux d'émissions nettement inférieurs à ceux d'autres grands centres mondiaux exploitant cette technologie. Cependant, l'Afrique n'a reçu que moins de 2 % du montant d'environ 11 000 milliards de dollars investi dans les énergies propres dans le monde depuis 2014. En outre, les financements africains, publics et privés, n'ont guère contribué à la transformation du continent par l'énergie propre. Par ailleurs, les gouvernements

africains disposent d'une faible marge de manœuvre budgétaire pour répondre à leurs nombreux besoins en matière de développement, en raison des effets socio-économiques durables de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), des changements climatiques et des tensions géopolitiques mondiales. Il importe par conséquent de faire preuve de créativité et d'innovation pour mobiliser les investissements dont l'Afrique a besoin pour sa renaissance.

OBJECTIFS

L'un des objectifs de la manifestation parallèle est d'étudier les moyens de tirer le meilleur parti du potentiel de l'Afrique dans le domaine des énergies propres, un autre étant d'analyser les moyens innovants permettant de mettre à profit des ressources publiques limitées pour accélérer des investissements privés massifs dans les énergies propres, les rendre accessibles au plus grand nombre et prendre les mesures qui s'imposent pour lutter contre les effets des changements climatiques. En outre, la manifestation parallèle servira de plateforme pour débattre des stratégies, de l'environnement favorable et de la nature des partenariats mondiaux à mettre en place pour tirer le meilleur parti des financements africains, publics et privés, et stimuler les investissements.



**Financer la transition
vers des économies vertes
inclusives en Afrique**
Impératifs, possibilités
et moyens d'action

Cinquante-sixième session de la Commission économique pour l'Afrique Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique

Manifestation parallèle

organisée par la Division du développement du secteur privé et des finances et la Division de la technologie, des changements climatiques et de la gestion des ressources naturelles

RÉSULTATS ATTENDUS

La manifestation parallèle devrait permettre de mieux comprendre comment l'Afrique peut élaborer, s'approprier et diriger son programme de transformation et de transition vers les énergies propres. Les participants verront comment aborder les questions de l'accès à l'énergie, du développement inclusif et résilient et de l'action climatique de manière à accélérer les flux d'investissement, en particulier du secteur privé, et à tirer le meilleur parti des défis et des opportunités que présente la dynamique mondiale en faveur de l'objectif zéro émission nette.

PUBLIC CIBLE

Le public cible comprend principalement les ministres chargés des politiques financière, environnementale, énergétique et industrielle, ainsi que des représentants du secteur privé, des partenaires de développement et des représentants du monde universitaire et de la société civile.

Pour de plus amples informations, prière de contacter:

- Linus Mofor, Spécialiste hors classe des questions environnementales (Énergie, infrastructures et changements climatiques), Centre africain pour la politique en matière de climat
Courriel : mofor@un.org
- Nassim Oulmane, Directeur par intérim de la Division de la technologie, des changements climatiques et de la gestion des ressources naturelles
Courriel : oulmane@un.org